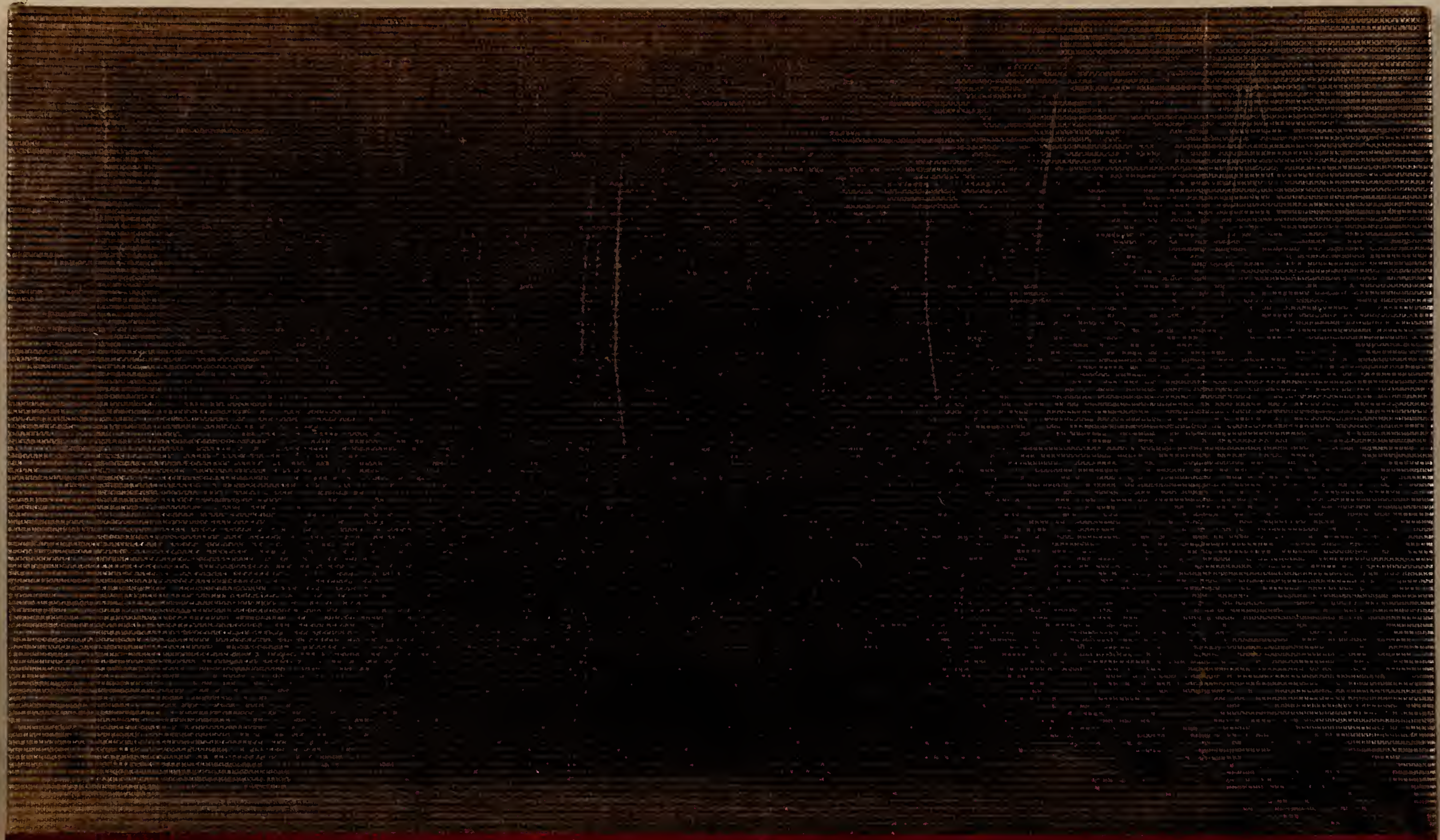

John Carter Brown.

761

By Joseph Galloway
(in England)

159

RÉFLEXIONS IMPARTIALES

SUR les Conséquences qui doivent réſulter, pour la Grande Bretagne, de l'Indépendance des Amériquains.

SUR les Dépenſes qu'elle a faites pour l'Etabliſſement & la Conſervation de ſes Colonies de l'Amérique.

ENFIN, ſur l'Importance dont ces mêmes Colonies Amériquaines & les Indes Occidentales ſont pour l'Empire Britannique.

OUVRAGE TRADUIT DE L'ANGLOIS.

JOHN CARTER BROWN

LONDRES.

1780.

Ex Libris
Francisci Josephi
Menage de Mondesir
Nº

ARTICLE PREMIER.

De l'indépendance des Amériquains.

IL y a long-temps qu'un Ecrivain (*) auſſi éclairé qu'ingénieux, a préſenté l'indépendance des Amériquains comme une choſe très-avantageuſe à la Grande-Bretagne. Ses raiſonnemens étoient ſi ſpécieux, qu'ils eurent d'abord des proſélytes. Ils firent même tant d'impreſſion, qu'on en vint à une motion, à ce ſujet, dans la Chambre des Communes. Que ce ſoit la nouveauté de cette aſſertion, ou ſa hardieſſe qui l'aie fait paſſer pour une vérité conſtante, c'eſt ce que je ne me permettrai point de décider. Quoi qu'il en ſoit, il eſt certain qu'au premier énoncé de cette propoſition, de ſéparer d'un Etat 3 millions de ſes ſujets, & la plus grande partie de ſon territoire, la raiſon s'allarme & ſoupçonne vivement qu'elle peut ne pas être bien fondée : d'ailleurs, comme elle renferme des queſtions de la plus grande im-

(*) Le Doyen de Gloceſter.

portance pour le ſalut de l'Empire, elle doit être diſcutée avec la plus grande impartialité.

Je me propoſe donc, ſans me prêter à aucune conſidération, ni à aucune animoſité, d'examiner en peu de mots cette theſe intéreſſante ; &, à l'exemple de ſon auteur, de ſoumettre avec franchiſe mes ſentimens au jugement du Public.

Les défenſeurs de cette opinion doivent d'abord porter en fait que la force d'une ſociété ne conſiſte pas dans le nombre des individus confédérés qui la compoſent, ni dans la ſomme de ſes richeſſes.

2°. Qu'une ſociété de deux millions d'hommes, eſt naturellement & effectivement auſſi forte qu'une de quatre millions ; que ni le nombre ni les richeſſes des Sujets, n'ajoutent au pouvoir d'un Etat.

3°. Qu'un territoire étendu n'eſt pas abſolument néceſſaire à l'exiſtence d'une population conſidérable ; que ni le territoire ni les individus, ne contribuent à l'avantage du commerce.

4°. Enfin, que les Puiſſances de l'Europe, trompées dans leurs vues politiques, n'ont point

augmenté leurs forces en établiſſant des Colonies.

Ces aſſertions ſont ſi contraires à la maniere de penſer & d'agir univerſellement reçue chez toutes les Nations, & ſi contraires aux faits & à la vérité, que nous ſerions ſurpris de voir que la diſcuſſion en fût néceſſaire, ſi nous ne ſavions en même temps qu'en général les hommes ſont plus portés à prendre une idée ſuperficielle des choſes, qu'à approfondir leur nature & leurs principes.

Si les défenſeurs de l'Indépendance Américaine avoient examiné la nature de la ſociété civile, & les principes ſur leſquels ſont fondées ſa force & ſa ſûreté ; s'ils avoient conſidéré les motifs qui ont déterminé les Nations à former des Colonies, l'avantage qui réſulte pour un Etat de l'accroiſſement de territoire & de population, joints aux bénéfices immenſes du commerce ; ou s'ils avoient réfléchi ſur la poſition particuliere où ſe trouve la Grande-Bretagne, une Iſle environnée de voiſins ambitieux & puiſſans ; une Iſle dont la ſûreté dépend entierement de ſes forces navales, ils auroient certainement rejetté cette idée, dès qu'elle s'eſt préſentée à leur imagination.

L'objet de la ſociété civile eſt la sûreté des Membres qui la compoſent. Une fois défunis, ils ſe retrouvent dans l'état de nature. Le foible devient la proie du plus fort, & celui-ci en trouve généralement un encore plus puiſſant que lui. De-là réſulte la néceſſité d'une ſociété civile, qui n'eſt autre choſe qu'une confédération de pluſieurs individus réunis pour leur défenſe réciproque.

L'objet de cette confédération ne ſe réduiſit pas à une ſimple défenſe contre les autres individus inciviliſés : elle avoit un autre but également important. Des circonſtances locales obligerent les hommes à former différentes ſociétés, & alors la plus foible ſe trouva expoſée à l'ambition de la plus puiſſante, & à devenir ſa conquête. Dès lors elles aſpirerent chacune, au plus haut degré de force & de puiſſance, comme à la ſource de leur sûreté.

La raiſon leur indiqua en quoi conſiſtoit cette force. Ils virent que deux hommes étoient plus forts qu'un ſeul & trois millions que deux; que par conſéquent les moyens de réſiſtance d'une ſociété dépendoient du nombre des confédérés, & qu'en raiſon de leur nombre, il falloit pour leur ſubſiſtance un territoire plus

étendu : ils virent que pluſieurs individus de la ſociété n'étoient pas en état d'aller à la guerre ; que quelques-uns étoient néceſſaires à la culture des terres, pendant que les autres défendoient la patrie ; qu'il étoit juſte que ceux qui combattoient , fuſſent payés & entretenus par le Puhlic , & que par conſéquent les richeſſes étoient un des ingrédiens dont ſe trouvoit compoſée la force de toute ſociété.

L'expérience les convainquit enſuite que dans un pays auquel la nature avoit refuſé des mines d'or & d'argent , le commerce ſeul devoit produire les richeſſes ; que les articles de commerce ne pouvoient être tirés du ſein de la terre que par l'induſtrie des individus ; qu'ainſi il falloit , pour conſtituer un Empire, un territoire plus étendu que pour ſuffire ſtrictement à la ſubſiſtance ſeule de la ſociété ; que le commerce d'un pays pouvoit être quelquefois au-deſſous , mais jamais au-deſſus de la ſomme de ſes productions ; qu'ainſi , le territoire d'une Nation étoit la meſure de ſon commerce.

Je parle de ce commerce qu'une ſociété fait au-dedans d'elle-même , & qui eſt indépendant des autres ; parce qu'une Nation ſage n'a jamais regardé & ne regardera jamais comme

un objet principal, ce qui dépend de la volonté ou du caprice d'une autre. Ils ſentirent auſſi que, ſi les articles de'xportation recueillis & manufacturés dans un pays, n'excedent point la valeur de ceux qu'il tire du dehors, il ne lui eſt pas poſſible d'obtenir un accroiſſement de richeſſes; que ſi les exportations ſont moindres que les importations, la ſomme des richeſſes doit ſe diſſiper bientôt: la Nation s'appauvrira & ne ſera plus en état de fournir les ſubſides néceſſaires pour ſa défenſe en temps de guerre.

De ces principes, on a tiré les conſéquences ſuivantes: qu'une Nation qui poſſéde le territoire le plus étendu, qui renferme le plus grand nombre de ſujets, & qui a entre les mains le plus grand commerce, doit être la plus riche, la plus puiſſante, & par conséquent la plus à l'abri de tout danger extérieur. De-là cette ambition de poſſéder un vaſte territoire, comme une ſource de population, de force & de puiſſance, & l'objet éternel de toutes les guerres.

Vers la fin du quatrieme ſiecle, les Puiſſances de l'Europe étoient en général pauvres; elles ſe contentoient du néceſſaire, ſans rechercher les ſomptueuſes aiſances de la vie: leurs reſſources étoient faibles; les pays de leurs

dominations

dominations ne produiſoient ni or, ni argent, & leur commerce étoit trop limité, pour les mettre en état de fournir des ſubſides conſidérables, puiſqu'il étoit tout entre les mains des Génois & des Venitiens. Elles avoient épuiſé réciproquement toutes leurs forces, pendant une longue ſuite d'années, à ſe diſputer l'Empire ſuprême, ſans obtenir, l'une ſur l'autre, aucune ſupériorité importante.

Lorſque leurs Navigateurs, traverſant l'Océan Atlantique, eurent découvert le nouveau monde qu'ils trouverent inculte, preſque point habité, & dénué de toute eſpece de défenſe, cette découverte ouvrit une nouvelle carriere à leur Politique, ſans détourner leurs regards de leurs vues favorites. Elles virent qu'en formant des Colonies, elles étendroient leurs dominations, & augmenteroient leur commerce, leurs richeſſes, & le nombre de leurs Sujets, en prodiguant moins de tréſors & de ſang, que dans les guerres qu'elles ſe faiſoient dans leurs foyers.

Il eſt de l'intérêt & même du devoir de tous les Etats, d'obſerver avec ſoin l'accroiſſement des forces de leurs voiſins, & d'employer toutes les meſures poſſibles, pour augmenter

les leurs en égale ou en plus grande proportion. La Cour d'Eſpagne, ſous le Pavillon de laquelle ſe fit la découverte de l'Amérique, fut la premiere qui fonda des Colonies. Les autres Puiſſances s'apperçurent des forces & des richeſſes qu'elle en retiroit. Les ſuccès prodigieux de ſes établiſſemens, au Mexique & au Perou, les tréſors immenſes qui en ſortoient, excitèrent le Portugal, l'Angleterre, la France, &c. à ſuivre ſon exemple. Celles-ci ne trouverent point, à la vérité, des pays remplis de mines d'or & d'argent ; mais elles s'emparerent d'autres contrées plus ſuſceptibles d'une nombreuſe population, extrêmement fertiles, & deſtinées par la Nature, à produire preſque tous les objets de commerce qui, dans tous les temps, l'emporteront ſur les métaux.

Les Colonies qu'elles fonderent dans leurs nouvelles découvertes, augmenterent le nombre de leurs Sujets, & étendirent leur commerce. En un mot, leur commerce s'accrut en raiſon de leurs populations ; leurs richeſſes, en raiſon de leur commerce ; & leurs forces nationales, en raiſon de leurs richeſſes. Les Venitiens & les Génois, malgré la ſupériorité de leur Marine, ſe virent bientôt enlever leur

commerce de la Turquie & des Indes ; & les Puiſſances qui avoient fondé des Colonies, ainſi portées & avec à peu près la même rapidité, du dernier degré de foibleſſe & de pauvreté, au plus haut période de force & d'opulence, ſe trouverent en meſure de maintenir entr'elles l'équilibre de la balance, & de défendre, contre les autres Nations, leurs Souverainetés reſpectives, & leur indépendance.

Je défie quiconque déja inſtruit de l'hiſtoire du commerce de l'Europe, & qui voudra ſuivre les progreſſions ſucceſſives par leſquelles les différentes ſociétés ſe ſont élevées de la pauvreté à la richeſſe, & de la foibleſſe à la force, de ne pas reconnoître la vériré des principes que je viens d'expoſer, & de ne pas ſentir quelle eût été la deſtinée de cette Iſle, ſi nos ancêtres n'avoient eu la ſage prévoyance de fonder des Colonies, & d'étendre leur domination ſous un ciel nouveau.

La puiſſance des Français & des Eſpagnols, ne s'en feroit pas moins élevée au point de grandeur & d'importance où elle eſt actuellement ; elle auroit même été plus haut. La France, ſur-tout, auroit été en poſſeſſion de l'Amérique Septentrionale, & des Indes Orien-

tales & Occidentales. Sa population, l'étendue de ſa domination, les reſſources de ſon commerce, ſes richeſſes, enfin, ſes forces maritimes ſe ſeroient accrues conſidérablement, tandis que la Grande Bretagne auroit reſté, à cet égard, à peu près dans le même état où elle étoit il y a deux cent ans. Si, comme Etat indépendant, elle maintenoit encore ſa Souveraineté, elle ne ſeroit plus pour ainſi dire qu'une *Naine* parmi les Nations, & ne tiendroit ſon exiſtence que de la puiſſance ou du caprice des autres.

D'ailleurs, il eſt impoſſible de déterminer de quelle conſéquence il eût été pour la Grande Bretagne, de laiſſer les Etats voiſins étendre leurs dominations, en établiſſant des Colonies, ſans ſuivre la même Politique. La Monarchie univerſelle a été l'ong-temps l'objet favori de l'ambition Françaiſe; elle a fait des tentations réitérées pour y parvenir. C'eſt en grande partie dans les Colonies, que la Grande Bretagne a trouvé les forces néceſſaires pour l'en fruſtrer. Si la France, au contraire, eût poſſédé ces mêmes Colonies, & qu'elle eût joui de tous les avantages que nous procurent leur commerce, leurs richeſſes & leurs forces navales,

on peut conjecturer avec vraiſemblance, qu'elle ſerait parvenue au comble de ſes vœux ambitieux. Il n'eſt pas moins probable que, ſi la France & l'Amérique peuvent former entr'elles une alliance offenſive & défenſive, quoique la premiere ait échoué juſqu'à préſent dans l'exécution de ſon vaſte projet de Monarchie univerſelle, cette liaiſon peut un jour, & le moment n'en eſt pas éloigné, la mettre en état de l'exécuter.

De tels Traités s'accorderont naturellement avec leurs différens intérêts & leurs vues particulieres. Tant que l'Amérique s'élevera de l'état d'enfance où elle eſt, à celui de la richeſſe & du pouvoir, elle n'aura rien de plus à cœur que de mettre ſes poſſeſſions ſous la protection de la France; & la France trouvera dans le commerce & dans les forces de terre & de mer des Amériquains, de nouvelles reſſources & de nouveaux moyens de ſe fortifier. L'Amérique peut réparer promptement les malheurs de la guerre. Ce continent ne doit pas être comparé à un pays de l'ancien monde, dont la population eſt auſſi nombreuſe qu'elle puiſſe être, & dont le commerce, la culture & la force nationale, n'ont plus des progrès à

faire. Sa population & ſa puiſſance, peuvent ſurpaſſer toutes les eſpérances.

Il eſt certain que ſi ſes premiers pas dans la carriere ont été ſi rapides, ſa force politique peut aller fort au delà de toutes les idées que nous a données ſa population actuelle, lorſqu'elle ſera ſoutenue & ſecondée par la France, & miſe en action par les motifs puiſſans que doivent néceſſairement lui inſpirer des intérêts particuliers, le ſentiment de ſa conſervation, & la perſpective flatteuſe de voir ſa gloire & ſa conſidération s'établir chez les autres Nations.

Il n'eſt pas de l'intérêt des Amériquains, de réprimer l'ambition de la France, tant qu'elle n'aura que l'Europe pour théâtre. La diſtance qui sépare l'Amérique, & la sûreté qui en réſulte pour elle, doivent la rendre moins attentive au ſort des Nations placées par la nature ſur ces côtés de l'Atlantique, auſſitôt que ſa Conſtitution aura acquis une certaine force. Elle regardera avec une égale indifférence, la ruine ou la proſpérité des Royaumes, de la puiſſance deſquels elle n'aura rien à craindre, & dont le ſecours ne lui ſera jamais néceſſaire. Elle ne recherchera d'autres liaiſons avec l'Eu-

rope que celles du commerce, qui ſeront bien plus aſſurées dans les mains d'une Alliéé, que dans celles des Peuples avec leſquels elle n'auroit aucune relation; de ſorte qu'il doit être peu intéreſſant pour elle, que la Grande Bretagne, l'Eſpagne, la Hollande, l'Allemagne & la Ruſſie, ſoient gouvernées par différens Souverains, ou réunies ſous les loix d'un ſeul. D'après cette maniere de conſidérer les choſes, on doit s'attendre qu'elle employera ſa prépondérance, plutôt à détruire en Europe la balance du pouvoir, & à favoriſer le projet de Monarchie univerſelle embraſſé par ſon Alliée, qu'à s'occuper minutieuſement à ſoutenir une Puiſſance, ou à en réprimer une autre. Que ce malheur arrive, il eſt impoſſible de ſe figurer juſqu'à quel point l'Europe ſe ſentira des pernicieux effets de l'ambition des Bourbons.

Il n'eſt pas douteux que des vues ambitieuſes & le deſir d'étendre leur domination, prévaudront également un jour parmi les Colonies confédérées. Les mines d'or & d'argent de l'Amérique Méridionale, ſeront les objets d'une tentation irréſiſtible. Secondées par la France, & même ſans elle, les Colonies unies

ſont en état de s'emparer en peu de temps du Breſil, du Mexique, du Chili & du Pérou, & de parvenir ainſi à la Souveraineté de l'Amérique entiere.

Quelques conjecturales que ſoient ces recherches dans l'avenir, elles ne préſentent cependant rien qui ne tienne a l'ordre naturel des choſes; & quoiqu'elles ſoient exprimées avec cette ſage défiance qui convient à une perſonne qui porte ſes regards ſur des événemens éloignés, & dont la chaîne peut être rompue par une infinité d'accidens & de cauſes imprévues, cependant je ne puis m'empêcher de croire qu'elles méritent, dans les circonſtances préſentes, la plus sérieuſe attention, non-ſeulement de la part de la Grande Bretagne, mais auſſi des autres Puiſſances de l'Europe.

Un tableau comparatif de la valeur de notre commerce avec l'Etranger, & de notre commerce colonial, montrera dans un plus grand jour encore, les conſéquences qni doivent réſulter de la séparation de la Grande Bretagne & de ſes Colonies.

La totalité des exportations faites par la Grande Bretagne, a été eſtimée 7, 900, 000.

En 1766, les exportations pour l'Amérique Septentrionale, monterent à . . . . 3, 370, 900.

Celles pour les Indes Occidentales, (*) à . . 1, 041, 199.

4, 412, 099. ſt.

Ainſi nous voyons que, dans la maſſe totale du commerce de la Grande Bretagne, celui avec l'Amérique Septentrionale, eſt entré pour à peu près la moitié, & même pour les neuf-quatorziemes, ſi on y ajoute celui des Indes Occidentales.

On a remarqué que, pendant les trente dernieres années, les exportations de l'Angleterre, ſeulement pour l'Amérique, ont plus que doublé tous les dix ans.

En 1748, elles monterent à . . . 830, 243, 16 ſ. 9 d.

En 1758, à . 1, 832, 948, 13 10

En 1771, à . 4, 586, 882, 19 9

(*) On ne comprend point dans cet article, les exportations faites par l'Ecoſſe & l'Irlande, & qui, dans la proportion, doivent être conſidérables.

D'après ce détail, on peut conclure que ſi la révolution n'étoit pas arrivée, les exportations auroient monté, dans la préſente année 1780, à plus de 7 millions, & auroient excédé, par conséquent, la valeur totale de notre commerce extérieur ; & dans le cours de vingt années ſuivantes, en ſuppoſant même une proportion d'accroiſſement plus foible, elles euſſent excédé de beaucoup tout le commerce actuel de la Grande Bretagne, ſoit avec l'Etranger, ſoit avec ſes Colonies ; & alors ajoutées aux exportations pour l'Etranger, elles auroient produit une ſource de richeſſes plus abondante & plus précieuſe que celle d'aucune Nation connue juſqu'à nos jours.

Chez tous les Peuples, le commerce avec l'Etranger, a toujours été & ſera toujours incertain & précaire. Nous avons vu autrefois que notre commerce avec la Turquie, produiſoit un bénéfice annuel de cinq cent mille livres ; mais il a tant ſouffert des intrigues de la France, & d'autres circonſtances, qu'il eſt maintenant difficile de déterminer en faveur de laquelle des deux Nations penche la balance.

Notre commerce avec le Portugal, étoit pour nous d'un avantage ſi conſidérable que,

pour le favoriſer, non-ſeulement nous le protegions, mais encore nous employons nos Flottes & nos Armées à défendre les Portugais eux-mêmes. Cependant la Cour de Lisbonne, oubliant la protection que lui avoit accordée la Grande Bretagne, & ſans égards pour les Traités qui lioient les deux Nations, ayant créé des Tribunaux & des Compagnies incompatibles avec ces mêmes Traités, & qui ont fait perdre aux Négocians Anglais leurs capitaux, notre commerce, avec ce Royaume, n'a fait que languir & diminuer conſidérablement.

On peut citer une infinité d'exemples, pour démontrer combien le commerce eſt d'une nature incertaine & vacillante, lorſqu'il dépend du caprice ou du bon plaiſir des Puiſſances étrangeres. Mais, pour le prouver, il me ſuffira de dire que les Nations n'admettent point entr'elles les liens de la reconnoiſſance; qu'elles ne reſpectent les engagemens, & ne ſe croyent liées par les Traités, que tant que les uns & les autres s'accordent avec leurs intérêts. Le feu des factions allumé dans un pays étranger, les révolutions réelles ou imaginaires qu'il peut éprouver, les intrigues de nos ennemis, la jalouſie & l'animoſité d'Alliés que nous n'a-

vous point provoqués, la mort d'un Roi, le renvoi d'un Miniſtre, ſont autant de circonſtances dont la sûreté de notre commerce avec l'Etranger, dépendra toujours ; une ſeule eſt capable de le ruiner tout à coup. Nous éprouvons directement le contraire, dans notre commerce avec nos Colonies. Il ne dépend ni du caprice des Puiſſances étrangeres, ni des changemens arrivés dans leurs Conſeils, ni des intrigues de nos ennemis, ni des événemens arrivés dans tel ou tel pays : c'eſt notre bien propre, qui ne peut nous être enlevé que par la force des armes. Notre puiſſance le met à l'abri de toute invaſion ; il eſt ſous la ſauve-garde des Loix, & des liens politiques de notre Conſtitution, fondée elle-même ſur l'utilité mutuelle des deux pays, & ſur l'avantage général de tout l'Empire.

La navigation qu'exige le commerce de nos Colonies, eſt auſſi notre bien propre. Les vaiſſeaux qui y ſont employés, ſont conſtruits dans nos chantiers, & par nos conſtructeurs. Ils ſont conduits par nos navigateurs, & forment par conſéquent autant de pépinieres de Matelots pour le ſoutien de notre Marine. Mais pour ce qui eſt de notre navigation chez

l'Etranger, nous devons néceſſairement la partager entre nous & les Nations avec leſquelles nous commerçons. Si elles admettent nos vaiſſeaux dans leurs Ports, nous devons reconnoître ces égards, ou renoncer au commerce que nous faiſons avec elles. De tous les nœuds qui uniſſent les hommes, les plus ſacrés ſont, comme nous venons de le dire, ceux fondés ſur l'intérêt. De tels liens concourent, avec la ſageſſe de notre Législation, pour aſſurer le commerce de nos Colonies avec la Métropole. La Grande Bretagne, par une infinité de circonſtances différentes, peut fabriquer, & fournir les Amériquains à bien meilleur marché qu'ils ne fabriqueroient eux - mêmes. L' Amérique eſt en meſure de tirer de ſon ſol, & de fournir à la Grande Bretagne toutes les matieres néceſſaires pour occuper, étendre & perfectionner ſes Manufactures.

Avant les troubles, nos Colonies tiroient plus de nos Manufactures, que le reſte du monde, & leur conſommation ſe feroit conſtamment augmentée dans la même proportion que leur population & leurs richeſſes : tant qu'elles auroient été ſous les Loix de la Grande Bretagne, elles n'auroient jamais été en état

de fabriquer pour leurs beſoins. Les Manufactures ne peuvent s'établir dans nos Colonies, qui lorſque la population y ſera ſurabondante ; que les terres y ſeront portées à un haut prix, & que la main d'œuvre ne ſera pas chere. Les hommes employeront toujours leurs capitaux & leurs peines, à la branche d'affaires qui leur ſera la plus avantageuſe ; & tant que, cultivant ſa terre, le propriétaire pourra faire annuellemeut un bénéfice plus conſidérable, & que le Laboureur recevra un meilleur ſalaire, ni l'un ni l'autre ne voudront s'adonner aux Fabriques, avec la certitude d'y perdre. D'ailleurs, le Gouvernement peut, comme il l'a déja fait, par des reſtrictions judicieuſes & de ſages encouragemens, tourner l'induſtrie de chaque pays vers les objets qui lui ſont analogues & avantageux.

Puiſque telle eſt l'exiſtence précaire de notre commerce avec l'Etranger, & la ſolidité de celui de nos Colonies, quiconque regardant le premier comme un moyen de force & de richeſſes nationales, renoncera au ſecond, éprouvera un jour qu'il a cédé la ſubſtance, pour ne conſerver que l'ombre.

On ne peut pas donner des preuves plus pal-

pables de l'importance dont les Colonies ſont pour l'Angleterre, qu'en préſentant un tableau comparatif de l'état dans lequel languiſſoient notre population, nos manufactures, notre commerce, notre navigation, nos forces navales & nos douanes, avant l'établiſſement de nos Colonies, & des accroiſſemens prodigieux qu'ont éprouvés juſqu'à préſent ces différens objets; accroiſſemens que nous devons en grande partie, pour ne pas dire en totalité, à ces mêmes Colonies.

Avant leur établiſſement, & ſous le régne d'Eliſabeth, Londres ne contenoit que 100, 000 ames : elle en contient actuellement au moins 700, 000. Nous pouvons ſuppoſer avec quelque fondement, que la population des autres Villes commerçantes s'eſt conſidérablement accrue, quoique dans une proportion moins forte que la Capitale. Nos Manufactures, à quelques égards, ſe ſont élevées dans une plus grande proportion. La claſſe du Peuple employée à la culture des terres & des vivres, a dû auſſi s'accroître, ou bien les habitans des Villes & les fabriquans auroient manqué de ſubſiſtance. C'étoit dans les chantiers de l'Etranger, que nous allions acheter tous nos

vaiſſeaux de guerre, & une grande partie de nos vaiſſeaux marchands, quoique les uns & les autres fuſſent bien moins nombreux qu'ils ne le ſont aujourd'hui. Maintenant nos Loix nous défendent d'en acheter chez les autres Nations; ils ſe conſtruiſent tous dans nos chantiers, & il ne ſort plus d'argent du Royaume pour cet objet.

Le produit de nos douanes n'excédoit pas 36, 000; en 1778, ce produit ſe monta à 3, 538, 040, ce qui eſt preſque le centuple.

Nos forces navales ne conſiſtoient qu'en trente-trois vaiſſeaux d'une grandeur médiocre; elles en comprennent actuellement plus de trois cent, dont un tiers ſont des vaiſſeaux du premier rang.

L'Allemagne nous fourniſſoit tout le fer dont nous avions beſoin pour l'Agriculture, l'Architecture, & juſques à la clouterie.... Nous fabriquons ces objets non-ſeulement pour nous, mais encore pour l'Europe entiere.

Les Portugais nous fourniſſoient des ſucres, & les productions de l'Amérique ne nous parvenoient que par le canal de l'Eſpagne. Il nous vient actuellement de nos Indes Occidentales, plus de ſucre que nous ne pouvons en conſommer,

mer, & nous vendons notre ſuperflu aux autres Nations.

Le papier, la toile, & les autres articles que nous tirions de la France, nous les fabriquons nous-mêmes.

Pour ce qui eſt des marchandiſes de l'Inde, nous les recevions des Génois & des Venitiens au prix qu'ils vouloient y mettre. La Loi fixoit l'intérêt de l'argent à 12 pour cent : la valeur des terres & leur revenu annuel, étoient dans la proportion de douze à un. Notre Marine étoit ſi foible, que maintenant l'Amérique ſeule a plus de vaiſſeaux que nous n'en avions alors. En un mot, on ne pouvoit pas nous regarder comme un Peuple commerçant & fabriquant ; mais aujourd'hui, par une ſuite des avantages infinis & des reſſources multipliées que nous avons tirées de nos Colonies, nous nous voions, dans l'exacte vérité, le premier peuple & le plus puiſſant du monde entier, par le nombre de nos Manufactures, & l'étendue de notre commerce.

Sous quelque point de vue, ſous quelque forme que l'on enviſage l'aſſertion que je combats, on ne peut manquer d'en ſentir l'extravagance & l'abſurdité. Tant que les Colonies ont été

des membres ſoumis & ſubordonnés de cet Empire, leurs Peuples en ont été les ſujets à tous les égards poſſibles. Leur travail & leur induſtrie, leur commerce, leurs ſoldats & leurs matelots ; & même, ſi la maniere de lever des Subſides chez eux, eût été fondée ſur des principes juſtes & conſtitutionnels, leur numéraire auroit été autant à la diſpoſition de l'Etat, que dans la Grande Bretagne même. Mais ſi les liens politiques qui exiſtent entre les deux pays viennent une fois à ſe rompre, tous les avantages qu'on doit retirer de trois millions de Sujets, toute la force, tous les ſecours en ſoldats, en matelots & en Subſides que la Métropole doit attendre d'une telle population pendant la guerre ; tout le fruit qu'elle doit recueillir en temps de paix de ſon travail, de ſon commerce & de ſon induſtrie, ſeront entiérement perdus pour le Royaume, & auront pris un cours que rien ne pourra plus faire changer.

Les Etats unis ſont & continueront d'être, ſi nous ne les ſoumettons pas, les Alliés de la France, notre ennemie naturelle ; & quoiqu'actuellement la plus grande partie du peuple faſſe des vœux pour ſe reconcilier avec nous,

& ſoit même diſposée à s'unir à nous, afin de reſtreindre le pouvoir de ſes tyrans, dans le moment même où on n'encourage que foiblement cette réunion ſi deſirable, que la politique infatuée des différens Généraux, a fait échouer juſqu'à préſent, cependant ſi ce peuple ſe voit fruſtré de ſes eſpérances, il ſera forcé de ſe joindre à nos ennemis. La maniere dont nous lui feſons la guerre, plus cruelle mille fois pour des co-ſujets, que ſi nous la feſions à nos ennemis, jointe à la trahiſon & à l'inhumanité dont la Métropole ſe rend coupable, en ne faiſant point uſage de ſes forces pour le bien de l'Amérique, ne peut manquer de créer des haines éternelles; & il eſt naturel que la reconnoiſſance pour une Nation qui l'aura délivré de nos perſécutions, ſe grave dans les cœurs en caracteres ineffaçables. Il eſt de la politique de la France, de profiter de ces heureuſes diſpoſitions, pour cimenter, avec les Américains, un traité d'alliance & de commerce, fondé ſur deux grands principes, leur intérêt naturel, & l'abbaiſſement de la Puiſſance Britannique; & s'il nous eſt encore permis de commercer avec eux, nous ne ferons que partager avec les autres Nations de miſé-

rables reſtes, après qu'ils ſe ſeront pourvus, eux & leurs alliés.

En acquieſçant à leur indépendance, nous renonçons à nos pécheries du Banc de Terre Neuve & des mers de l'Amérique. A la perte de 35, 000 Matelots Amériquains au moins, nous devons ajouter celle de plus de 28, 000 autres qui ſe forment dans ces excellentes pépinieres.

Apperçu du nombre des Matelots employés au Commerce d'Amérique, & des Indes Occidentales.

MAtelots employés ſur les vaiſſeaux que la Grande Bretagne envoye en Amérique,

28, 900

Idem, au commerce de l'Amérique avec les Indes Occidentales, la France, l'Eſpagne, le Portugal, l'Allemagne, & au cabotage d'une Colonie à l'autre, 35, 000

Ci 63, 900

De l'autre part,	63, 900
Idem, employés au commerce des Indes Occidentales avec l'Amérique, l'Afrique & l'Europe,	20, 000
TOTAL(*), . .	83, 900

(*) Si quelqu'un s'imagine que nous exagérons le nombre des Matelots employés au commerce de l'Amérique & au Cabotage, qu'il conſidere que dans une ſeule année, il eſt ſorti du ſeul Port de Philadelphie, quatre cent vingt-ſix vaiſſeaux à voiles quarrées, & trois cent ſoixante-dix sloops ou goëlettes, quoiqu'il ne parte pas de ce Port plus d'un huitieme des productions de l'Amérique. Il doit auſſi faire attention au nombre de Matelots néceſſaire pour le Cabotage, dans un pays qui a plus de ſeize cent milles d'étendue; & pour la navigation intérieure de la Baye de Caſco, de celle de Fondi, des rivieres de la Providence, de Connecticut, de Sund & du Nord: de la Baye & de la riviere de la Delaware, de la Baye de Cheſapeak, des rivieres de James, d'Yorck, deRappahanok, de Potamak, de Savanah, & de plus de vingt autres. La navigation intérieure de ce pays, eſt la plus étendue & la plus multipliée qu'il y ait au monde. Pluſieurs de ſes rivieres ſont navigables juſqu'à 150 milles de leur embouchure pour les vaiſſeaux à voiles

Le commerce conſidérable que nous faiſons avec les Etats Catholiques - Romains du produit de nos pêches, tombera auſſi dans les mains des Américains. Ces pépinieres, ce commerce apartiendront toujours de droit au peuple poſſeſſeur de ces vaſtes contrées. L'Amérique ſentira trop combien l'un lui eſt avantageux, & combien les autres lui ſont néceſſaires, pour ſoutenir ſes forces navales, pour jamais s'en déſaiſir, ni même les partager avec quelque Puiſſance que ce ſoit.

Les Isles Anglaiſes des Indes Occidentales, doivent naturellement échapper de nos mains. La même Puiſſance qui forcera la Grande Bretagne à renoncer à l'Amérique, lui enlevera les Indes Occidentales : il eſt clair qu'elles ſont l'objet qui convient le plus à la France. Cette Puiſſance prévoit les avantages qui doivent réſulter pour elle de ces acquiſitions & de l'indépendance de l'Amérique ; c'eſt-à-dire, la ſouveraineté des mers britanniques, pour ne pas affirmer de la Grande Bretagne elle-même.

---

quarrées, & ſont couvertes d'une infinité de petits bateaux pour le chargement des grands vaiſſeaux, & pour les tranſports d'un lieu à un autre.

Mais ſi, dans la guerre préſente, la France ne parvient pas à s'approprier les Indes Occidentales, elles doivent former un jour un des Etats unis, lorſque ceux-ci auront réparé & accru leurs forces, cimenté leur confédération, inſpiré à leurs peuples le même eſprit, créé leur marine, contracté des alliances étrangeres, toutes choſes qui peuvent s'effectuer en peu d'années. Il ſemble que ce ſoit le vœu de la nature, qui a placé les Indes occidentales dans le voiſinage de l'Amérique, & ſous ſa dépendance, comme celle de Man & les Orcades, ſous celle de l'Angleterre. D'ailleurs, les Indes Occidentales ne peuvent ſubſiſter ſans l'Amérique; elles doivent en tirer tous les comeſtibles néceſſaires, & également l'Amérique a beſoin d'une infinité d'articles que les Indes Occidentales peuvent ſeules lui fournir. Dans l'un & l'autre cas, que deviendront nos Manufactures? Nous n'ignorons pas que les Isles nous fourniſſent bien des objets abſolument néceſſaires, pour les ſoutenir ſur un pied avantageux, & que nous ne pouvons tirer d'aucun autre pays. Nous ſerons obligés de nous contenter des reſtes de la France & de l'Amérique, lorſqu'elles ſe ſeront fournies, & lorſ-

qu'elles auront remplies les conditions de leurs Traités avec leurs Alliés. Après les avoir paiés au prix qu'elles fixeront, nous aurons encore les frais de tranſport à ſupporter, ſi toutefois il nous eſt encore permis de faire ce commerce. La France, depuis long-temps, s'efforce en vain d'entrer en concurrence avec nos Manufactures; elle pourroit à la fin réuſſir. La guerre peut ſe déclarer un jour entre ces mêmes contrées & nous; alors d'où tirerons-nous les objets qu'elles nous fourniſſent? Rebutés par les désavantages dont nous venons de parler, nos Commerçans auront-ils la prévoyance de profiter du temps de paix, & de former des approviſionnemens de matieres ſuffiſans pour alimenter les Fabriques pendant une longue guerre? Nous ne devons pas nous y attendre: nos Manufactures tomberont en grande partie, & par conséquent notre commerce.

Mais la perte des Indes Occidentales nous en occaſionneroit bien d'autres. Aux Matelots que l'indépendance de l'Amérique nous enleveroit, nous devons en ajouter au moins vingt mille autres, élévés & formés dans le commerce de la Grande Bretagne aux Indes Occidentales, & dans celui deſdites Indes, tant entr'elles,

entr'elles, qu'avec les autres parties de l'Empire. Le nombre total de ces Matelots monte à quatre vingt mille (*) : une perte de cette nature, ne peut manquer d'affecter vivement quiconque aimant ſon pays, ſait en même temps que les forces maritimes ſont toute ſa sûreté.

Dans l'état actuel des choſes en Europe, la Grande Bretagne ne perdroit-elle pas beaucoup de ſon indépendance, ſi elle étoit obligée d'avoir recours aux autres Etats, pour ſoutenir ſes forces navales? Il n'y a pas longtemps qu'elle s'eſt vue dans la néceſſité de tirer du Nord des ſecours dont ſa sûreté dépendoit. Ne les trouvant pas dans l'étendue de ſa domination, elle fut trop heureuſe de les recevoir des Etrangers, & au prix qu'ils voulurent. Nous pouvons nous rappeller que, ſous la Reine Anne, nous payâmes à Stokolm le baril de gondron 3 ſt : nous ſupportâmes ainſi les exactions des Suédois, qui nous firent de ſi foibles demandes du produit de nos Manufactures, que la balance de ce commerce fut preſqu'entiére-

---

(*) Voyez la note précédente.

ment en leur faveur. Nous faiſions continuellement refluer ches eux, l'or, l'argent, les richeſſes, fruits de nos autres branches de commerce. Mais depuis peu nous avons conſidérablement diminué le désavantage de cette balance, en tirant de l'Amérique une grande quantité des mêmes articles.

Depuis que nous ſommes occupés, comme d'une choſe néceſſaire, de porter notre Marine au point où elle eſt aujourd'hui, il ne nous eſt point arrivé de nous trouver en guerre avec les Puiſſances du Nord ; mais combien cela durera-t-il ? Nos obſervateurs les plus ſages ne peuvent le prédire, & je doute qu'aucun Politique qui voudra examiner ſans prévention l'état actuel de l'Europe, réponde ſeulement de vingt ans. Tant de circonſtances différentes ont changé les vues politiques des Nations, que la prudence ne permet pas d'y compter. Un Gouvernement ſage doit ſe tenir en garde contre tous les événemens : nous avons vu l'Eſpagne étroitement unie à la Grande Bretagne, & redevable à nos armes de ſon indépendance (*) : nous la voyons maintenant

---

(*) Je n'ai pas beſoin de faire remarquer à

unie à nos ennemis éternels, & les armes à la main contre nous.

Si la Maiſon d'Autriche vient d'échapper à la ruine dont elle étoit menacée, elle le doit à l'amitié & à la valeur des Anglais. Cependant nous l'avons vue bientôt après, foulant aux pieds tout ſentiment de reconnoiſſance, ſe liguer contre nous avec ce même ennemi au joug duquel nous l'avions arrachée. Le feu de la guerre peut s'allumer entre nous & les Puiſſances du Nord; alors où nous procurerons-nous les munitions néceſſaires pour nos armemens? L'Amérique les produit toutes, & peut nous en fournir plus qu'il n'en faut, non-ſeulement pour notre Marine Militaire, mais encore pour notre Marine Marchande. On y trouve, on y prépare des bois de toutes eſpeces, du fer, du ſalpêtre, du goudron, de la poix, de la térébentine & du chanvre. Cent mille acres de terres, ſitués entre l'Ohio & le Miſſiſſipi, produiſent ſpontanement du chanvre peu inférieur à celui d'Europe. L'Amé-

---

mes Lecteurs le ton orgueilleux qui régne dans cet endroit & dans d'autres : c'eſt celui de toute la Nation; mais COMBIEN CELA DURERA-T-IL ?

rique nous a déja fourni des munitions navales, qui ſont revenues à un prix bien plus avantageux que celles qui nous venoient du Nord. Il eſt certain qu'un peuple ſage regardera toujours comme d'une excellente politique, d'avoir ſous ſa main & à ſes ordres, des objets auſſi eſſentiellement néceſſaires à ſa sûreté.

L'Amérique, une fois indépendante, & les Indes Occidentales ſoumiſes par la France, ou annexées à l'Amérique, toutes les productions de ces vaſtes contrées dont nos Loix nous aſſuroient la jouiſſance, comme néceſſaires à nos Manufactures, à notre commerce, & à nos forces maritimes, nous ſerons obligés de les tenir de la main des Français & des Américains, au prix qu'il leur plaîra de fixer, & qui ſera encore augmenté par les frais de tranſport. Ces deux Alliées peuvent même d'un inſtant à l'autre nous en priver, en défendant leur exportation. C'eſt ce qu'elles ne manqueront pas de faire, ſi elles s'apperçoivent que nos Manufactures l'emportent ſur les leurs, ou entrent ſeulement en concurrence avec elles; ou bien elles les mettront à un prix ſi exhorbitant, que nos Négocians ſe verront réduits à les vendre avec perte chez l'Etranger. Si nous

les faiſons entrer dans ce commerce avec l'Etranger, ſans les fabriquer, nous y trouverons un désavantage inévitable, puiſque les ayant payées le même prix que les Nations chez leſquelles nous irons, nous aurons de plus à ſupporter tous les frais d'exportation.

En temps de guerre, la Grande Bretagne peut donc ſe trouver dénuée de toutes les matieres néceſſaires à ſes Manufactures. La France & l'Amérique peuvent, par des loix prohibitives, en interdire abſolument l'exportation, ou ne la permettre uniquement qu'en faveur des Nations leurs amies & leurs alliées; la politique doit leur dicter toutes ces diſpoſitions: quand même elles ne ſeroient point ſuivies, nous ſerions toujours forcés d'avoir recours aux Puiſſances neutres pour en tirer ces objets, dont l'augmentation du prix d'achat & de tranſport ſe trouvant doublée, ne pourra plus être ſupportée par nos Manufactures. Il réſultera néceſſairement de tout ceci, que le commerce de la Grande Bretagne ſera désormais à la merci de nos ennemis.

L'Amérique indépendante! les Indes Occidentales ſoumiſes par la France ou annexées à l'Amérique! le commerce britannique dé-

pouillé des branches que lui ont offert juſqu'à préſent l'Amérique & les Indes Occidentales, ainſi que des pêcheries du Banc de Terre-neuve & des côtes de ce continent, où ſeront nos pépinieres de matelots? Notre cabotage, le peu de commerce que nous ferons ſur nos propres vaiſſeaux avec les autres Nations, celui de la Baltique & de la Méditerranée, pourront-ils nous fournir aſſez de Matelots pour ſoutenir une Marine capable de protéger la Grande Bretagne & ſon commerce? Nos pépinieres de Matelots ſeront-elles toujours auſſi nombreuſes qu'elles le ſont à préſent, quand nos Manufacturiers éprouveront des pertes inévitables, achetant exceſſivement cher les matieres premieres, & vendant à bas prix les matieres fabriquées?

Je demande encore ſi ces mêmes pépinieres ainſi affoiblies, pourront ſuppléer à 80,000 Matelots que l'indépendance de l'Amérique & & la conquête des Indes Occidentales nous auront couté?

Dans la derniere guerre, quoique ſecondés par ces deux parties conſidérables de notre Empire, nous manquâmes de Matelots. Nous en manquons aujourd'hui, pour équiper une flotte égale à celle combinée de nos ennemis. Dans

qnel état ſeront nos forces navales , lorſque nous ſerons privés d'une grande partie de nos Matelots tombés dans les filets de nos ennemis, & lorſque nous aurons perdu pour jamais les pépinieres qui nous les fourniſſoient ? La réponſe à toutes ces queſtions eſt auſſi ſenſible qu'elle eſt affligeante. Notre Marine, ce grand boulevart de notre Empire , tombera dans le mépris , & le Pavillon Britannique ne ſera pas plus reſpecté , même dans nos mers , que celui d'un bateau pêcheur.

Parcourons les Annalles de la Grande Bretagne , & nous verrons dans quel état de miſere & d'abandon elle languiſſoit, avant qu'elle eût créé une Marine pour ſa défenſe. Continuellement pillée & ravagée , elle s'eſt vue réduite aux dernieres extrêmités par des invaſions étrangeres; & quoique ſes Souverains , bientôt convaincus qu'une Marine pouvoit ſeule faire ſa sûreté , euſſent déployé toutes les reſſources de leur Puiſſance pour l'augmenter, cependant , ſous le régne d'Eliſabeth , on ne comptoit encore que trente-trois vaiſſeaux de guerre d'un rang inférieur. Dans la guerre derniere , les ſeuls Armateurs Amériquains ont mis en mer des forces plus conſidérables en hommes & en

canons. Si, depuis cette époque juſqu'à préſent, notre Marine s'eſt auſſi conſidérablement accrue, il faut l'attribuer à l'établiſſement de nos Colonies, à l'étendue & à la variété de notre commerce avec l'Etranger, qui en ont été une ſuite, aux pépinieres de Matelots auxquelles il a donné naiſſance, & à cette maſſe énorme de richeſſes que la Grande Bretagne a tiré du commerce direct ou indirect de l'Amérique & des Indes Occidentales. Lorſque ces cauſes ceſſeront, les effets doivent ceſſer avec elles. Nous verrons la Marine Britannique tomber en décadence, tandis que celles de nos ennemis prenant de jour en jour un nouvel eſſor, augmenteront leurs forces & leurs puiſſances.

Ce ne ſeront pas là les ſeules conſéquences funeſtes de l'opinion que je m'efforce de combattre. La Marine Britannique ainſi affoiblie, & celles de nos ennemis ainſi fortifiées, rien n'empêchera celles-ci d'entrer triomphantes dans nos Ports & dans nos Rades. En temps de guerre, notre commerce ſera interrompu, & preſqu'entiérement détruit, & nos Fabricans manqueront de pain. Les Isles des mers Britanniques & l'Irlande elle-même, deviendront

dront la conquête facile de nos nombreux & puiſſans ennemis.

Il ſera impoſſible à la Grande Bretagne de les ſecourir, puiſqu'elle n'aura plus qu'une Marine foible & languiſſante.

Pour ce qui eſt des Indes Orientales, il n'y a pas un homme de bon ſens qui puiſſe indiquer des moyens sûrs de les conſerver.

En un mot, il ne faut pas avoir reçu de la Nature le don de Prophétie, pour prévoir que la Grande Bretagne, ainſi dépouillée de ſes poſſeſſions & de ſon commerce, privée de ſes pépinieres de Matelots, n'ayant plus qu'une Marine expirante, entourée de voiſins ambitieux, qui auront accru leurs forces à ſes dépens, ne pourra long-temps maintenir *ſon indépendance contre les autres Nations*. Je ſuppoſe, ce qui eſt preſque impoſſible, que le Peuple Anglais renonçant tout-à-coup à ſon luxe & à ſa prodigalité, revienne aux vertus auſteres de ſes ancêtres, & qu'embraſé de leur feu ſacré, il employe les derniers efforts à ſa défenſe intérieure, cependant ſes forces ſeront tellement diminuées, & celles de ſes ennemis ſi conſidérablement augmentées, qu'il ne pourra jamais défendre ſes côtes & ſon

territoire des ravages continuels qui, comme au temps des Danois & des Saxons, finirent par rendre *la ſuperbe Angleterre la conquéte & la ſujette de quelque Puiſſance voiſine.*

ARSICLE SECOND.

DES Dépenſes que la Grande Bretagne a faites pour l'Etabliſſement & la Défenſe de ſes Colonies de l'Amérique.

ON a employé bien des raiſonnemens, pour faire goûter au Public la Doctrine de l'indépendance amériquaine. Pluſieurs ſont trop foibles pour mériter une sérieuſe réfutation ; mais d'autres portent un caractere de vraiſemblance qui demande l'examen le plus impartial. On a ſouvent avancé cette aſſertion, que l'Angleterre a dépensé pour peupler & défendre l'Amérique, plus qu'elle ne pourra jamais en retirer, & qu'il ſeroit bien plus avantageux pour cet Empire de lui accorder l'indépendance, & de renoncer à tout ce qu'elle a coûté, que de la retenir ſous ſa domination.

Ceux qui nous préſentent le tableau des dépenſes de l'Amérique, y font entrer les ſommes employées à ſoutenir quelques-uns des Gouvernemens Coloniaux, toutes les gratifications aſſignées & payées ſur les objets de

commerce importés dans le Royaume, enfin la plus grande partie des dépenſes de la derniere guerre. Si nous voulons examiner de bonne foi les différens articles, nous verrons qu'il n'y a que le premier que l'on puiſſe comprendre avec quelque juſtice dans la maſſe des dépenſes de l'Amérique. Cette maſſe, elle-même, à combien montera-t-elle, ſi nous y faiſons attention? Les ſommes dépenſées ne regardent que la nouvelle York & les Colonies fondées depuis cinquante ans. La nouvelle Angleterre, la nouvelle Jerſey, la Penſilvanie, le Maryland, la Virginie & la Comté de la Délaware, qui ſont ſans comparaiſon nos plus riches Colonies, n'ont abſolument rien couté à la Grande Bretagne. Les dépenſes faites pour la nouvelle York, la Géorgie, la nouvelle Ecoſſe, les deux Carolines & les deux Florides, montent à 1, 700, 000; & ſi nous en ſouſtraions 700, 000 follement dépensées pour la conſtruction d'un quay à Halifax, nous les trouverons réduites à un million, qui, reparti ſur cinquante années, forme une proportion annuelle de 20, 000. C'eſt à des avances auſſi foibles, que la Grande Bretagne doit toutes les richeſſes qu'elle a tirées de l'Amérique,

& tous les autres avantages réſultans de l'induſtrie & du commerce de ſes Colonies, & que nous avons toujours eu ſoin de nous approprier excluſivement. Je ſuppoſe que, pour l'établiſſement & le gouvernement de nos Colonies, nous ayons dépensé vingt fois autant, ſeroit-il d'une bonne Politique de les abandonner dans les circonſtances préſentes ? Elles ſont maintenant parvenues à un état de maturité qui les rend capables de ſupporter leur part des charges publiques, de contribuer grandement aux ſubſides nationaux, & de nous rendre le vingtuple de ce que nous avons fait pour elles. Sans dépenſes préalables, on ne peut faire de bénéfice. Le Négociant doit employer des fonds pour la conſtruction d'un vaiſſeau, pour ſon chargement, & pour la navigation juſqu'au Port où doit ſe conſommer ſa ſpéculation, avant de recueillir les fruits du retour. S'il ſe met en tête, au moment même où ſon vaiſſeau rentre chargé dans le Port, que les dépenſes qu'il a faites ont été exceſſives, & que d'après cette idée il le coule à fond dans la Tamiſe, ou l'abandonne comme ne valant rien, c'eſt ſans contredit un homme à envoyer à *Bedlam* (*).

(*) Hôpital à Londres où l'on met les Foux.

Pour peu que nous nous donnions la peine de faire quelques recherches ſur ce que les autres Puiſſances de l'Europe ont dépensé pour l'établiſſement de leurs Colonies, nous n'en trouverons aucune fondée à auſſi peu de frais que les nôtres. Les ſommes prodigieuſes que l'Eſpagne a dépensées pour la conquête & pour s'établir dans le Mexique, le Chili & le Perou, & le Portugal pour le Brezil, ſont au deſſus de toute comparaiſon ; & quoique ces Colonies n'ayent pas encore rendu à leurs poſſeſſeurs la moitié des avantages que nous avons tiré des nôtres, nous ne voyons cependant pas que, laſſés de tant de dépenſes, ils veuillent les abandonner. Chacun d'eux les regarde comme des portions précieuſes de ſon Empire, néceſſaires à ſa force & à ſa sûreté, & par conséquent dignes de toute ſa protection.

Quant au ſecond article de dépenſe, il n'eſt ni raiſonnable ni juſte de le comprendre dans le tableau des dépenſes de l'Amérique. On a aſſigné des gratifications ſur l'importation de certaines denrées de l'Amérique ; mais elles nous manquoient, la Grande Bretagne ne pouvoit les tirer de ſon ſol, & elles nous étoient abſolument néceſſaires, pour alimenter

nos Manufactures & pour ſoutenir notre Marine. Si nous nous ſommes proposés de faire le bien de l'Amérique, en dirigeant ſon attention vers la culture de ces objets, nous nous ſommes auſſi flattés de tirer de cet arrangement un avantage égal, pour ne pas dire plus conſidérable. Si les gratifications ont été paiées, nous avons joui du bénéfice ſur lequel nous comptions ; ſinon, nous ne ſommes point en avance, & cet article de dépenſe eſt nul : en un mot, le bénéfice a été réciproque, & rien de plus. Nos Politiques ne peuvent ſe diſpenſer de rayer de leur *calcul* l'article des gratifications.

En 1754, la France ſortoit de l'état de foibleſſe où l'avoient réduite les guerres précédentes : elle vit avec peine que la Grande Bretagne prenoit ſans ceſſe de nouvelles forces. Son ambition qui ne dort que quand les moyens de ſe développer lui manquent, lui inſpira la reſolution de reſtreindre les forces toujours croiſſantes de ſa rivale.

De toutes les parties de l'Empire Britannique, l'Amérique étoit celle qui offroit le moins de défenſe : auſſi la France commença-t-elle les hoſtilités ſur les bords de l'Ohio. Au-

jourd'hui, quel eſt l'homme doué d'un peu de ſens, qui voudra ſuppoſer que, ſi la Grande Bretagne n'eût point eu des Colonies en Amérique, la France d'autant plus forte, n'eût pas attaqué quelqu'autre partie de ſa domination ? On ne doit pas s'imaginer que la paix ſubſiſte long-temps entre deux Nations, ennemies éternelles. Quiconque voudra ſoutenir cette opinion, doit avancer auſſi qu'à l'époque dont nous venons de parler, ni les Rois de France, ni leurs principes politiques n'étoient les mêmes qu'ils ſont à préſent, & qu'ils ont été pendant pluſieurs ſiecles. Ce qu'il y a de très-vrai, c'eſt que l'objet favori de la France, étoit alors & eſt encore de réduire, par tous les moyens poſſibles, les forces de ſa rivale, & que la derniere guerre n'étoit ni purement Britannique, ni purement Amériquaine, comme quelques-uns l'ont voulue nommer, mais une guerre contre toute la Nation Britannique. Dès lors, comment peut-on avec quelque raiſon, artribuer à l'Amérique ſeule toutes les dépenſes de la derniere guerre ? On doit rectifier ce calcul, & compter ces dépenſes comme l'exigent la juſtice & la ſaine raiſon, indiſtinctement à le Grande Bretagne & à l'Amérique,

l'Amérique, comme aux membres d'un même Empire: enſuite que l'on peſe attentivement les moyens des deux pays, leur population & leurs richeſſes reſpectives, & on verra que nos Colonies ne doivent pas y paroître dans la proportion d'un dixieme.

S'il nous faut abſolument établir, entre deux parties d'un même état, une diſtinction odieuſe & abſurde, laiſſons-nous au moins guider par la juſtice. Dans cet eſprit, nous devons tenir compte à l'Amérique des troupes nombreuſes qu'elle a envoyé dans nos Armées, des ſecours qu'elle nous a fournis, des corſaires qu'elle a armés dans toutes les mers d'Amérique & d'Europe, pendant la derniere guerre & pour la défenſe de notre commerce.

Mais ce n'eſt pas tout : nous devons encore lui tenir compte des avantages infinis que nous avons retirés du travail, de l'induſtrie & du commerce de ces peuples, depuis l'établiſſement de ſes Colonies juſqu'en 1774 (*).

(*) Les exportations de la Grande Bretagne, pour l'Amérique Septentrionale, ſe ſont montées, pendant les vingt-cinq années qui ont précédé 1774, à plus de cinquante millions.

En examinant ſcrupuleuſement la marche de nos Politiques anti-Amériquains, je les ſoupçonne fort de n'être pas très-versés dans les calculs politiques ; & s'ils n'ont pas aſſez de ſagacité pour le prévoir, la poſtérité ſentira un jour que non-ſeulement l'Amérique méritoit toutes les dépenſes qui ont été faites pour elle, mais encore qu'une ſubordination *juſte*, *ferme* & *conſtitutionelle*, de la part des Colonies, eſt abſolument néceſſaire à la Grande Bretagne, tant pour ſon indépendance que pour ſon exiſtence politique.

Rien de plus défectueux, en effet, & de plus faux, que cette maniere d'établir un compte, en n'y préſentant que les avantages procurés, ſans parler des avantages recueillis ; rien de plus abſurde encore, que de l'adopter entre deux parties d'un même Empire.

Si nous voulions établir un compte particulier de ce que nous ont couté, pour leur défenſe, &c. les Indes Occidentales, l'Ecoſſe & l'Irlande, nous verrions qu'il monteroit très-haut ; & ſi nous voulions en tirer les mêmes conséquences que les partiſans de l'indépendance de l'Amérique, en ſoutenant que

toutes ces poſſeſſions ne valent pas la peine d'être défendues, nous aurions bientôt dépouillé la Grande Bretagne de toutes ſes poſſeſſions étrangeres, & par conséquent de toute ſa force.

Un autre raiſonnement ſur lequel s'appuyent beaucoup les partiſans de l'opinion que je combats, eſt que la ſimilitude de Loix, de mœurs & de Religion, qui exiſte entre le peuple de la Grande Bretagne & celui de l'Amérique, les a liés l'un à l'autre par des nœuds qui aſſurent à la Métropole la préférence du commerce de l'Amérique. Je veux bien donner à cet argument toute l'importance dont il paroît ſuſceptible. Je conviens donc que la conformité de Loix & de Religion, jointe à la ſoumiſſion, à une même Autorité Suprême, conſtitue & fixe l'attachement national au plus haut degré poſſible; mais lorſque le motif de cet attachement vient à ceſſer, il doit s'éteindre auſſi. Lorſque les Loix ſeront détruites, ainſi que l'Autorité qui les aura imposées, les mœurs, les coutumes & les uſages qui en étoient émanés, s'effaceront bientôt. Lorſqu'on ſubſtituera de nouvelles Loix, & un autre ſyſtême de Gouvernement, on adoptera auſſi néceſſaire-

ment de nouvelles Coutumes & des mœurs différentes. C'eſt pourquoi toutes les fois qu'une portion d'une Société ſe sépare de la maſſe, elle crée un nouveau ſyſtême de Gouvernement ; & abrogeant les anciennes Loix, elle s'en donne de nouvelles, analogues à l'Autorité qui vient de s'élever. Dans ce choc univerſel, je ne conçois pas comment la conformité de mœurs peut être conſervée. Le fait eſt que les Amériquains ſe ſont déja donnés une forme de Gouvernement on ne peut pas plus opposée aux principes fondamentaux de la Conſtitution Britannique. Ils ont déja établi & ils continueront d'établir de nouvelles Loix & de nouvelles Inſtitutions, analogues à leur nouveau ſyſtême politique, propres à le cimenter de plus en plus, & par conséquent deſtructives de tout attachement national.

Leur nouvelle forme de Gouvernement, eſt entiérement populaire : leurs Loix & leurs Inſtitutions fondamentales, ont déja & auront toujours beaucoup plus de rapport avec celles des Cantons démocratiques de la Suiſſe, qu'avec celles de la Grande Bretagne. Auſſi leurs Chefs, dans les premiers actes de leur Souveraineté, nous donnent-ils la preuve la plus forte de

leur averſion pour notre Gouvernement : ils jettent dans tous les cœurs les plus ſolides fondemens de la barriere qu'ils veulent élever entre les deux peuples, en y détruiſant tout attachement pour la Métropole. Combien de temps pouvons-nous donc compter que ſubſiſtera cette conformité de mœurs, de Loix & d'uſages, ſi toutefois elle exiſte encore ? pas plus long-temps qu'elle n'a duré entre l'Eſpagne & les Provinces unies, les Génois & les Corſes. Dès le moment où ces peuples ſe ſont ſéparés, tout attachement s'eſt converti en une haine nationale, que le temps n'a pas encore détruit.

On ſe flatte auſſi que la conformité de culte aura produit, entre les deux peuples, un attachement inaltérable.

Pour peu que l'on veuille rapprocher les faits, on ſentira combien cette eſpérance eſt mal fondée, & même ridicule.

L'Amérique n'a point de Religion dominante. Il n'exiſte pas, en Europe, une Société religieuſe qui n'ait pouſſé des branches juſques dans nos Colonies. Nous y trouvons des Anglicans, des Luthériens, des Calviniſtes, des Presbytériens, des Moraves, des

Ménoniſtes, des Dumplers & des Catholiques-Romains.

Quel mêlange, ou plutôt quelle diverſité d'attachemens opposés, on doit attendre d'une telle confuſion de Religions ! C'eſt une vérité malheureuſement trop confirmée par l'expérience, que les haines & les animoſités, s'allument plus communément entre les Sociétés Religieuſes, que parmi les autres. La moindre différence d'opinion ſur un ſeul article de Foi, a ſouvent donné naiſſance aux plus violentes persécutions.

Nous pouvons donc conclure que, s'il devoit exiſter encore quelques reſtes de cette eſpece d'attachement, les Luthériens, les Calviniſtes, les Ménoniſtes & les Moraves, en conſerveroient pour l'Allemagne, qui fut le berceau de leurs ſectes, & où elles ſont le plus tolérées ; les Puritains & les Presbytériens pour l'Irlande ; les Catholiques-Romains pour la France, l'Eſpagne & les Etats du Pape ; & le petit nombre des Egliſes Anglicanes, pour l'Angleterre.

Pour reſumer, en peu de mots, toute l'importance de ce raiſonnement, ne voyons-nous pas tous les jours les Monarchies en

guerre contre les Monarchies ; les Infideles contre les Infideles ; les Chrétiens contre les Chrétiens ; les Catholiques contre les Catholiques ; & les Proteſtans contre les Proteſtans ?

Quel fond pouvons-nous donc faire ſur un attachement produit par la conformité de Loix ; de Religion, de Gouvernement ? On a prétendu auſſi que, l'Amérique une fois indépendante, ſeroit naturellement portée, par des motifs d'intérêts, à donner à la Grande Bretagne la préférence de ſon commerce ; parce que nous pouvons lui fournir les matieres fabriquées, à bien meilleur compte que ſi elle les fabriquoit elle-même, ou ſi elle les tiroit des autres Nations.

Si l'Amérique ne devoit contracter aucune alliance avec le reſte de l'Europe ; ſi, au moment de ſa ſéparation, il n'exiſtoit, entr'elle & nous, aucun motif d'inimitié ; enfin, ſi elle n'étoit pas en état de fabriquer pour ſes beſoins, je conviens qu'il ſeroit de ſon intérêt de tirer de la Grande Bretagne les articles que nous pourrions lui fournir à bien meilleur compte que les autres Nations.

Mais il n'y a pas d'apparence qu'il ſe préſente une ſeule de ces circonſtances. Au contraire, il eſt plus que probable que toutes ſe réuniront pour empêcher notre commerce de renaître. Le Congrès a déjà contracté une alliance de commerce funeſte à celui de la Grande Bretagne ; & ſi la France parvient à porter au comble l'indépendance américaine, cette alliance ſera ſuivie de beaucoup d'autres Traités encore plus désavantageux pour nous, & il eſt impoſſible de prévoir juſqu'à quel point les choſes peuvent aller.

Quant aux Manufactures, l'Amérique poſſéde ou peut produire, pour les former & les alimenter, plus de matieres premieres de différentes eſpeces, que tout autre pays du monde.

Lorſque l'Amérique aura une exiſtence à elle, & des intérêts particuliers à ſoutenir, ſes vues s'agrandiront néceſſairement. Sa politique n'aura pour objet que ſes plus grands avantages ; & ſes intérêts, loin d'être liés avec ceux de la Grande Bretagne, leur ſeront au contraire très-opposés. Elle s'appercevra bientôt que les Manufactures ſont la principale baſe du commerce ; qne le commerce

merce eſt le plus grand moyen d'acquérir des richeſſes, & que les richeſſes ſont néceſſaires à ſa sûreté. Il n'eſt pas croyable q'uáyant devant elle un point de vue auſſi important, elle ne déploye toutes ſes reſſources pour élever & étendre ſes Manufactures & ſon commerce. Elle ſentira que ſon vérirable intérêt eſt de fabriquer non-ſeulement pour elle, mais encore pour les autres Nations. On fera des Loix pour encourager ces Manufactures, & pour contrarier & même proſcrire les importations étrangeres, on les ſurchargera de taxes. Des précautions auſſi ſages feront proſpérer les Manufactures, étendront le commerce; & l'Amérique éprouvant de plus en plus leurs heureux effets, ne ceſſera de déployer ſon induſtrie juſqu'à ce qu'elle ſe voye en état de fournir, du produit de ſes Manufactures, non-ſeulement à ſes beſoins, mais encore à ceux de la Grande Bretagne elle-même. Ce raiſonnement paroîtra plus que conjectural, à quiconque réfléchira ſur les viciſſitudes & les variations naturelles du commerce. Si nous parcourons l'Hiſtoire, nous ſuivrons le commerce à ſes différentes époques, & nous le verrons poſſédé ſucceſſivement

par les Phéniciens, les Carthaginois & les Venitiens. Nous le verrons enſuite s'établir en France & en Allemagne, & ces deux pays fournir les productions de leurs Manufactures à la Grande Bretagne, qui à ſon tour le reçoit dans ſes bras pour ne plus l'abandonner. La durée d'une prépondérance auſſi brillante, parmi les Nations commerçantes, dépend entiérement de la ſageſſe des meſures que la Grande Bretagne prendra dans la circonſtance préſente. Si elle renonce à la Souveraineté de l'Amérique, ſon commerce ſera bientôt anéanti. Si elle la retient ſous ſes Loix, rien ne ſeroit capable de porter atteinte à ce même commerce; car ſi une fois le glaive de la guerre coupe les liens formés par l'intérêt & la politique, à leur place on verra ſe former des haines implacables, qu'à peine une longue ſuite de ſiecles pourra détruire. Des alliances contractées avec les autres Nations, porteront les derniers coups au commerce de la Grande Bretagne; mais ſi nous ſommes aſſez heureux pour que les mêmes intérêts politiques nous tiennent toujours unis, il ne nous ſera pas difficile de porter les Amériquains à continuer des cultures qui leur ſont infiniment avantageuſes, & à fournir de matieres premieres

les Manufactures de la Grande Bretagne pour des ſiecles. Ils s'adonneront à un genre d'affaire qu'ils ſentiront devoir contribuer naturellement au bien général des deux pays. Ils verront auſſi qu'en cultivant des matieres premieres, & en les fourniſſant à la Grande Bretagne, ils feront des bénéfices plus conſidérables que s'ils les manufacturoient eux-mêmes, & ils recevront en retour les néceſſités & les aiſances de la vie à bien meilleur compte, que s'ils les tiroient des autres pays de l'Europe.

Leurs véritables intérêts s'accorderont avec les attachemens politiques, & leur donneront même une nouvelle énergie, pourvu que ces attachemens ſoient fondés ſur des baſes juſtes, grandes & généreuſes. Je veux auſſi que le Peuple Amériquain participe à la Puiſſance légiſlative, comme les autres ſujets de la grande Bretagne, & jouiſſe des mêmes privileges. Il ne faut pas avoir une grande connoiſſance des hommes, & des principes fondamentaux de toute ſociété, pour ſentir que cette politique eſt le plus prompt & le plus sûr moyen d'aſſoupir les jalouſies & les mécontentemens, & de réunir à jamais autour du tronc ſacré de notre Empire, les rameaux divisés par l'orage,

ARTICLE TROISIEME.

De la valeur & de l'importance dont les Indes Occidentales & les Colonies de l'Amérique ſont pour la Grande Bretagne.

DEpuis l'impreſſion des deux articles précédens, l'Auteur s'eſt procuré, par le canal d'un ami, un tableau exact des importations & exportations reciproques, entre les Indes Occidentales & la Grande Bretagne. Cette lecture lui rappelle naturellement les clameurs que vient d'exciter la perte de la Dominique, de St. Vincent & de la Grenade, tandis que celle des treize Colonies Anglaiſes ſemble à peine mériter les regrets de la Nation. Un Etranger qui voudra aller à la Bourſe, ou ſe préſenter dans deux certaines Chambres auguſtes ce Weſtminſter, & qui entendra la doctrine qu'on y préche ſur ces Isles & les Colonies, conclura que le ſalut de l'Empire dépend de la repriſe des premieres, & que les dernieres ne ſont pas plus intéreſſantes pour le

bien public, que ſi elles n'avoient jamais exiſté ſur la ſurface du globe.

Je ne veux point pénétrer la cauſe d'une partialité & d'une inſouciance auſſi extraordinaire, dont les conséquences peuvent être auſſi dangereuſes. Peu importe que ce ſoit l'intérêt perſonnel ou l'aveuglement de l'eſprit de parti qui y ait donné lieu. Quelle que ſoit l'origine des malentendus de la Nation, ſur un objet auſſi eſſentiel à ſes véritables intérêts, les ſuites en ſeront également funeſtes. Je ne veux employer, pour combattre leur influence, que la ſimple expoſition des faits, & les armes de la vérité, & je laiſſe prononcer le public impartial & déſintéreſſé. Lorſqu'il s'agit de la ſûreté & du ſalut d'une Société, toute comparaiſon faite entre deux de ſes parties, eſt capable d'exciter la jalouſie, & on doit l'éviter ſoigneuſement. Mais lorſque l'on ſe permet cette comparaiſon, lorſqu'on l'établit ſur des principes faux & injuſtes, enfin lorſqu'elle tend à détourner l'attention du public des objets de la plus grande importance, quiconque a aſſez de courage pour oſer en démontrer l'abſurdité, n'a pas beſoin d'apologie.

Ce qu'il y a de très-vrai, c'eſt que les

Isles dont nous venons de parler, ſous quelque point de vue qu'on les enviſage, ne ſont preſque rien en comparaiſon de l'Amérique Septentrionale. Je vais cependant les conſidérer, eu égard au commerce ſeulement.

Les exportations faites par la Grande Bretagne monterent en 1771, pour l'Amérique Septentrionale, à , 4, 586, 882. 15 ſ. 5 d.

Pour la Dominiquê,
à 170, 623, 19 ſ. 3 d.

Pour St. Vincent, 331, 382, 14 ſ. 3 d.
à 36, 839, 10 ſ. 7 d.

Pour la Grenade,
à 123, 919. 4 ſ. 5 d.

Différence. 4, 255. 500. 1 ſ. 2 d.

De tels faits n'ont pas beſoin de commentaires, pour prouver la vérité de mon aſſertion. Ils font appercevoir, au premier coup d'œil, que ces Isles ne tiroient pas de l'Angleterre & de ſes Manufactures, le quinzieme de la conſommation annuelle des Colonies Septentrionales, & mettent dans tout ſon jour la diſproportion énorme qui exiſte pour la Grande Bretagne entre ces deux parties de notre Empire.

Je ſuis loin de vouloir inſinuer que nous ne devons pas employer tous les moyens poſſibles, pour faire rentrer ces Isles ſous notre domination. Je n'ignore pas qu'elles forment une partie eſſentielle de nos Indes Occidentales, & je ſais de quelle conséquence ces dernieres ſont pour le commerce britannique. Cependant, convaincu comme je le ſuis, de l'importance majeure de l'Amérique, & perſuadé que ſon union avec la Métropole, peut ſeule nous aſſurer la poſſeſſion conſtante de ces Isles, je ne peux me diſſimuler combien ſe font illuſion ceux qui mettent tant d'importance à la conſervation des Indes Occidentales, qu'ils regardent comme une ſource de richeſſes & de puiſſance pour la Grande Bretagne, & qui non-ſeulement montrent à l'égard de l'Amérique des diſpoſitions toutes contraires, mais même ſe déclarent hautement pour ſon indépendance.

Si ces Politiques vouloient mettre dans la balance, d'une part, toutes les plantations des Indes Occidentales, & de l'autre, celles de l'Amérique; s'ils vouloient réfléchir sérieuſement ſur le vaſte territoire amériquain, déja éprouvé par la culture, ou ſuſceptible

de l'être, ſur ſa population, ſon commerce maritime & ſes forces navales, ainſi que ſur ſes reſſources immenſes qui ne ſont point encore dévéloppées, ils reconnoîtroient leur erreur, & je me flatté qu'ils auroient la bonne foi d'avouer que les Colonies Amériquaines ſont de quelque conséquence pour la Grande Bretagne, autant que les Indes Occidentales. Les opinions erronnées viennent ſouvent du défaut de conoiſſance des faits, d'éclairciſſemens peu exacts, & quelquefois de ce que nous ne faiſons pas attention aux circonſtances. Je crois cependant que des opinions auſſi mal fondées, doivent ſe détruire facilement, lorſqu'on leur oppoſe des faits inconteſtables. C'eſt dans cette vue que je vais préſenter ſuccintement l'état actuel des unes & des autres, & par conséquent de quelle importance elles ſont pour la Grande Bretagne.

1°. Les Colonies de l'Amérique Septentrionale, ſans y comprendre la Baye d'Hudſon & ſes dépendances, embraſſent une étendue de plus de ſeize cent milles de longueur ſur près de mille de largeur. Les Indes Occidentales réunies enſemble, ne ſont en comparaiſon que comme un point ſur la Carte.

2°.

2°. Les Colonies Amériquaines jouiſſent d'un air pur & favorable à la ſanté. Lorſqu'elles ne ſont point en proye aux fureurs de la guerre, leur population double tous les 25 ans. Les Indes Occidentales ſont ſituées ſous le climat le plus mal ſain qu'il y ait au monde : elles ont été & ſeront toujours le tombeau des Européens & des Africains. Pour alimenter leur population & ſoutenir leurs cultures, nous épuiſons annuellement l'Angleterre & l'Afrique, par de nombreuſes émigrations.

3°. Malgré ces ſecours, les Indes Occidentales ne contiennent pas un tiers des habitans de l'Amérique ; encore les cinq-ſixiemes conſiſtent en Negres & en Eſclaves, qui ne doivent être regardés que comme des ennemis domeſtiques, toujours prêts à ſe revolter en faveur de celui qui fera briller à leurs yeux l'eſpoir de la liberté. Ces Isles ont donc toujours été & ſeront toujours un véritable fardeau pour l'Angleterre, vu les guerres dans leſquelles elle ſe verra ſans ceſſe engagée, pour en conſerver la Souveraineté. Loin d'en tirer des ſecours de troupes pour la défenſe commune, nous ſommes obligés d'employer pour la leur, nos Flottes & nos Armées, & de répandre à grands flots le ſang anglais.

L'Amérique ſe trouve dans une poſition tout à fait differente : elle a quelques Negres, mais leur nombre n'excede pas le cinquieme de ſa population. Elle ſera toujours en état de fournir ſon contingent de Troupes, & de contribuer à tous égards à la défenſe de l'Empire. Dans la derniere guerre, elle leva & mit en campagne vingt mille hommes, & nous aida à conquérir ces mêmes Isles qui dans ce moment ſont l'objet de toutes les ſollicitudes de la Nation inattentive au ſort de l'Amérique.

4°. Le climat des Indes Occidentales eſt à peu près le même dans toutes les Isles, ainſi que leurs productions. Celles-ci ſe réduiſent à un petit nombre d'articles de commerce, à la vérité très-importans ; mais l'Amérique Septentrionale renferme dans ſa vaſte étendue toutes les eſpeces de ſol & de climat que l'on doit trouver ſous près de trente dégrés de latitude, & de dix à quinze de longitude.

Si les Indes Occidentales nous fourniſſent les aiſances & non les néceſſités de la vie, l'Amérique nous fournit les unes & les autres. Si nous tirons des premieres le Rum, le Sucre, le Cacao, le Café, le Piment & le Gingembre, la derniere peut nous envoyer du Bled, du Sei-

gle , de l'Orge , de l'Avoine , du Bled d'Inde, du Biſcuit , des Farines, du Porc, du Lard , du Gibier , de la Morue & du Poiſſon de toute eſpece ; enfin , du Tabac. Lorſque nos récoltes ont manqué , l'Amérique nous a fourni des Grains , & nous a aidé à nourrir nos Cultivateurs ; & ſi jamais la Grande Bretagne eût été affligée d'une famine , elle eût trouvé des ſecours en Amérique. Les Indes Occidentales nous fourniſſent à la vérité quelques matieres néceſſaires à la teinture , comme le Bois de Campêche, le Fuſtik, le Bois d'Acajou & l'Indigo. L'Amérique produit pour nos Manufactures de la Soye , du Lin , du Chanvre , des Fourrures & des peaux d'Ours , de Loutre , de Daim , de Léopards , de Tigres, de Chats ſauvages & de Renards ; de la Potaſſe ; de la Nacre de Perles, du Cuivre , de la mine de Plomb, & du Fer de toute eſpece. Elle produit auſſi tous les matériaux néceſſaires à notre Marine , tels que des Bois de conſtruction, des planches, des mats, des vergues, des vaiſſeaux tout conſtruits , de la Poix , du Goudron , de la Térébentine , du Chanvre & du Salpêtre.

Nous recevons directement ceux de ces articles qui nous ſont néceſſaires pour notre com-

merce & nos Manufactures : le ſurplus paſſe dans nos autres Colonies & chez l'étranger, encore la valeur en revient-elle le plus ſouvent en billets ou en eſpeces, pour le payement de ce que les Amériquains tirent de nos Manufactures : ainſi le commerce précieux & immenſe de l'Amérique, ſe trouve preſqu'entiérement concentré dans la Grande Bretagne.

5°. A toutes ces circonſtances différentes, nous pouvons en ajouter une cinquieme encore plus favorable. Il eſt très-probable que les Indes Occidentales n'éprouveront plus d'accroiſſemens conſidérables, ſi même elles ne ſont arrivées à leur dernier période. L'Amérique, au contraire, prend chaque année un nouvel eſſort, & s'éleve avec une rapidité dont aucune Nation ne nous a offert d'exemple juſqu'à préſent.

Les exportations de l'Angleterre pour l'Amérique Septentrionale, monterent en 1763,

à . . . . . 1, 867, 285. 6 ſ. 2 d.

En 1771, à. . 4, 586, 882. 17 ſ. 11 d.

Augmentation

en 8 ans, . 2, 719, 597. 11 ſ. 9 d.

Celles de l'Angleterre pour les Indes Occidentales, monterent en 1763 à 1, 149, 597. 11 ſ. 4 d.
En 1771, à 1, 155, 658. 3 ſ. 11 d.

L'augmentation n'a été que de 6, 061. 11 ſ. 7 d.

Les productions des Indes Occidentales importées en Angleterre monterent en 1763, à . . . . 3, 268, 485. 14 ſ. 6 d.
En 1771, à 2, 800, 583. 14 ſ.

Diminution. 467, 902. 9 ſ. 6 d.

Malgré tous les ſoins que je me ſuis donné, je n'ai pu me procurer un état de toutes les exportations des Indes Occidentales en général. Il m'eſt donc impoſſible d'établir une comparaiſon entr'elles, & celles de l'Amérique Septentrionale. C'eſt pourquoi je me bornerai à préſenter l'accroiſſemcnt qu'ont éprouvé ces dernieres : elles monterent en 1766, à . . . . . 3, 924, 606.
En 1773. à . . . 6, 400, 000.

Augmentation. . 2, 475, 394.

Je terminerai ces réflexions par un tableau ſuccint des exportations de la grande bretagne en général pour l'étranger, & de l'Angleterre en particulier, pour l'Amérique & les Indes Occidentales. Nous avons déja évalué les premieres à . . . . . , , 7000, 000.

En 1771, celles de l'Angleterre pour l'Amérique, monterent à 4, 586, 882. 15 ſ. 5 d.

Celles pour les Indes Occidentales, monterent à 1, 155, 653. 3 ſ. 11 d. 5, 742, 540 19 ſ. 4 d.

TOTAL. . . . 12, 752, 540. 19 ſ. 4 d.

Nous ſavons en général que l'Ecoſſe exporte conſidérablement pour l'Amérique & les Indes Occidentales. Si j'avois pu me procurer des renſeignemens ſur cet objet, je les aurois inſéré dans cet Ouvrage. Néanmoins je ne doute pas qu'ajouté à la maſſe des exportations de la Grande Bretagne pour ſes Colonies, il ne la porte à 6000, 000. Cette ſomme équivaut preſque au total de nos exportations à l'étranger, & à la moitié de tout le commerce de la Nation, n'en exceptant que celui de l'Irlande & des Indes Orientales.

D'après les faits & les obſervations que je viens de mettre ſous les yeux, les partiſans de l'indépendance amériquaine doivent ſentir qu'en adoptant leurs principes, il ne s'agiroit de rien moins que de démembrer de l'Empire Britannique la plus grande parrie de ſon territoire, plus d'un quart de ſa population, & preſque la moitié de ſon commerce étranger & colonial, ſi l'on en excepte, comme je l'ai déja dit, celui de l'Irlande & des Indes Orientales. Toutes ces parties réunies, diminueront conſidérablement, tariront même les ſources les plus aſſurées de notre puiſſance & de nos richeſſes; d'autant plus que la plus grande partie de ce que nous aurons ſacrifié, tombera entre les mains de nos ennemis naturels.

Si en voulant établir leur doctrine, ces Apôtres de l'indépendance ſont trop animés par les motifs d'intérêt pérſonnel & d'ambition, & par l'eſprit de parti, ou trop séduits par les charmes trompeurs des principes republicains, pour pouvoir réfléchir ſur les conséquences funeſtes de leur conduite, ou ſi, les prévoyant, ils ne ſont pas effrayés d'une perſpective auſſi allarmante, il faut eſpérer que les Anglais, dans un moment auſſi critique, & où ils ont

34280

tout à perdre, auront assez de bon sens pour ne pas se laisser séduire d'avantage par des hommes qui ne connoissant pas ou ne voulant pas connoître les véritables intérêts de la Nation, la traînent aussi cruellement dans le précipice ; & qu'ils éviteront, tandis qu'ils n'en ont pas encore perdu irrévocablement les moyens, le plus grand de tous les malheurs, celui de ne pouvoir se dissimuler qu'ils ont bien voulu être induits en erreur, & qu'ils ont été eux-mêmes les instrumens de leur ruine & de celle de leur patrie.

FIN.

D780
G174r